

« Il y a consensus sur les maux du capitalisme »

Pour l'Américain Joseph Stiglitz, seule la politique budgétaire peut soutenir la croissance dans la zone euro

ENTRETIEN

Loin de mieux protéger les perdants de la mondialisation, la politique économique de Donald Trump va aggraver les inégalités. Dans son nouvel ouvrage à paraître le 26 septembre, *Peuple, pouvoir & profits* (Ed. Les Liens qui libèrent, 24 euros), Joseph Stiglitz, professeur d'économie à l'université Columbia (New York), se montre très critique à l'égard du président des Etats-Unis. Il appelle à une refonte du capitalisme, privilégiant la régulation et le rôle de l'Etat.

Faut-il craindre une nouvelle récession, voire une crise financière ?

Les sujets d'incertitudes sont nombreux, et les interventions de la Réserve fédérale américaine, qui a injecté d'urgence des milliards de dollars de liquidités sur les marchés ces derniers jours, ont rendu beaucoup de monde nerveux. La probabilité que nous traversions d'ici peu une crise financière de la même ampleur que celle de 2008 reste faible. En revanche, il est certain que nos économies vont enregistrer un ralentissement marqué.

En Europe, les nouvelles mesures accommodantes prises en septembre par la Banque centrale européenne (BCE) suffiront-elles à contrer ce ralentissement ?

L'action de la BCE a sorti la zone euro de la crise des dettes souveraines de 2012, mais elle échouera à restaurer une croissance dynamique. Baisser à nouveau les taux a désormais un effet négligeable, voire négatif, sur l'activité comme l'offre de crédit. Aujourd'hui, le seul outil susceptible de soutenir efficacement la croissance est la politique budgétaire – en particulier dans les Etats disposant de marges de manœuvre en la matière, tels que l'Allemagne.

Les autres pays membres, comme la France, sont limités par les règles du pacte de stabilité. L'idéal serait d'assouplir celles-ci, et que la zone euro se dote également d'un véritable outil budgétaire commun. Mais cela exige des réformes complexes et longues à mettre en œuvre.

Sur le fond, Donald Trump n'a-t-il pas raison de s'en prendre à la Chine, qui ne respecte pas toujours les règles du commerce mondial ?

Lorsqu'ils taxent les importations d'aluminium et d'acier au nom de la prétendue « sécurité nationale », les Etats-Unis non plus ne respectent pas les règles du jeu définies au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ! Pire, en bloquant la nomination de nouveaux juges dans l'organe de règlement des différends de cette institution, ils remettent en cause le multilatéralisme sur lequel s'est bâtie la prospérité d'après-guerre.

Cela illustre comment Donald Trump piétine l'ensemble des règles et les équilibres sur lesquels reposent nos sociétés démocratiques. Il est important que les discussions avec la Chine se poursuivent dans le cadre de l'OMC, même si celui-ci peut être amélioré.

Le protectionnisme prôné par le président américain peut-il être une solution à la désindustrialisation observée dans les pays développés ?

Non, parce qu'on ne peut pas revenir dans le passé : le supposé âge d'or des années 1950, lorsque les Etats-Unis dominaient l'économie et l'industrie mondiales, tandis que nombre de pays

émergents étaient encore des colonies, est révolu. Désormais, notre économie est dominée par les services, et fermer les frontières ne fera pas revenir aux Etats-Unis les usines délocalisées en Chine. Elles iront plutôt vers d'autres pays à bas coût, comme le Vietnam.

Même si elles revenaient, les automobiles fabriquées à 100 % aux Etats-Unis seraient mécaniquement plus chères que celles produites en Asie ou en Europe. Enfin, cela ne profiterait guère à l'emploi américain, car les véhicules seraient certainement montés par des robots.

Même le ministre français de l'économie, Bruno Le Maire, ou le « Financial Times » appellent à réformer le capitalisme. Par où commencer ?

Nous vivons un moment intéressant : il y a enfin consensus sur les maux du capitalisme ! Tel qu'il fonctionne aujourd'hui, celui-ci échoue à répartir équitablement les fruits de la croissance, captés par une minorité. De plus, il accélère la destruction de l'environnement et est contesté par une partie croissante de la population, souffrant des inégalités.

Mais il est possible d'aller vers « un capitalisme progressiste », avec une fiscalité plus juste, des investissements publics renforcés dans l'éducation et les infrastructures. Cela exige de renforcer le rôle de l'Etat, à la fois dans le pilotage de l'Etat social et dans les régulations permettant de mieux encadrer la finance et les marchés.

La meilleure illustration est le système de santé américain, largement privatisé. Il coûte plus cher qu'en Europe – plus de 17 % du produit intérieur brut (PIB), selon l'OCDE, contre 11 % en France ou en Suède –, où il est public. Et ce, pour des résultats moins bons : l'espérance de vie recule aux Etats-Unis, où beaucoup de personnes sont incapables de payer leurs factures d'hôpital.

Ce « capitalisme progressiste » peut-il être compatible avec la transition écologique ?

Il le sera si l'on parvient au juste équilibre entre les institutions. A savoir entre les marchés, susceptibles de résoudre les problèmes lorsqu'ils sont bien régulés, l'Etat et la société civile. Dans ces conditions, une croissance respectueuse des contraintes environnementales et de la justice sociale est, je crois, possible.

Le modèle que vous défendez est proche de l'Etat-providence des pays scandinaves. Mais ces derniers ont également échoué, dans une moindre mesure, à enrayer la montée des inégalités...

Les inégalités restent malgré tout bien moins élevées en Suède qu'aux Etats-Unis. Mais il est vrai que les pays nordiques ont commis une erreur : penser que le fort consensus social sur lequel repose leur modèle égalitaire est acquis.

Or, celui-ci se dégrade depuis qu'ils appliquent certaines recettes d'inspirations néolibérales. En autorisant le développement de nombreuses écoles privées, par exemple, la Suède risque de voir les inégalités augmenter

fortement dans le futur. C'est une pente dangereuse.

Comment établir une fiscalité plus juste lorsque des multinationales, tels les GAFAs, échappent facilement à l'impôt ?

Le sujet est très important dans l'Union européenne (UE), où seule l'instauration d'un impôt minimal commun sur les sociétés limiterait la concurrence vers le bas à laquelle se livrent les Etats membres. Mais l'on progresse : lors du sommet du G7 [du 24 au 26 août, à Biarritz], les grands pays se sont entendus sur la nécessité de créer un tel impôt minimal. En instaurant sa propre taxe sur les GAFAs [Google, Apple, Facebook et Amazon], Paris a montré que, contrairement aux craintes, il était possible d'agir au niveau national : Amazon ne va pas cesser ses opérations en France parce que le groupe devra y payer des impôts.

« Il est possible d'aller vers un capitalisme progressiste », avec une fiscalité plus juste »

Amazon menace néanmoins de reporter le coût de cette taxe sur les PME françaises utilisant sa plate-forme de vente...

Pourquoi, dans ce cas, ne pas développer une plate-forme de vente alternative ? Publique, ou alors privée, avec des entreprises innovantes locales, soutenues par des fonds publics. Ce serait un axe de politique industrielle prometteur en Europe. On le voit : le monopole des multinationales américaines n'est plus un problème seulement aux

Etats-Unis, c'est devenu un problème mondial.

Comment le pays du libéralisme a-t-il pu laisser se créer de tels monopoles ?

Depuis quarante ans, les législations anticoncurrentielles et antitrust ont été peu à peu détricotées aux Etats-Unis. Lorsqu'elles sont devenues suffisamment grandes, les entreprises en position dominante sur leur marché ont utilisé leur pouvoir économique – et donc politique – pour influencer les législations en leur faveur.

Sur ce terrain, la politique anticoncurrentielle a été plus efficace dans l'UE. En empêchant la création de monopoles, elle a, par exemple, permis une baisse sensible du coût des services de télécommunication, aujourd'hui bien moins chers qu'aux Etats-Unis. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARIE CHARREL



LE PROFIL

Joseph Stiglitz
Prix Nobel d'économie (2001), l'Américain Joseph Stiglitz fut conseiller du président Bill Clinton entre 1995 et 1997, puis chef économiste de la Banque mondiale de 1997 à 2000. Ses nombreux ouvrages expliquent notamment comment la dérégulation et les excès de la finance ont conduit à la crise financière de 2008.

ÉPARGNE SALARIALE

ARTICLE N°155

Plus de recettes pour les cuisiniers

Depuis le 1^{er} janvier 2019, la suppression du forfait social vous permet de verser plus d'intéressement à vos salariés, sans coût supplémentaire. En 2020, vous pourrez de nouveau verser une prime exceptionnelle défiscalisée si vous mettez en place

un accord d'intéressement. Pour vous aider, des imprimés types, faciles d'utilisation, sont déjà disponibles en ligne sur interressement-participation.gouv.fr. Que vous soyez cuisinier ou pas, vous pourrez mieux récompenser vos salariés.

PLUS D'INFORMATIONS SUR
LOIPACTE.GOUV.FR



« Donald Trump piétine l'ensemble des règles et équilibres sur lesquels reposent nos sociétés démocratiques »